

Les budgets des partis explosent: les dons prennent l'ascenseur

Ils ont augmenté de 60% en dix ans, constate une étude présentée hier

En dix ans, les moyens financiers des partis politiques nationaux se sont considérablement accrus en Suisse. Entre 1996 et 2006, leur budget total a augmenté de plus de 60%. Une hausse qui s'explique surtout par la générosité grandissante des mécènes.

Aujourd'hui, les partis nationaux récoltent davantage de fonds auprès de «sponsors» qu'auprès de leurs propres membres, démontre une recherche sur le financement des partis politiques suisses publiée hier par l'Institut de hautes études en administration publique de l'Université de Lausanne (IDHEAP).

En 2006, PDC, PRD, PS, UDC et Verts ont disposé, à l'échelon national, d'un budget total de 16,4 millions de francs, en hausse de 60,5% sur dix ans. Pourtant, jamais leur autofinancement n'a été aussi faible: aucune des formations n'a prélevé plus de 40% de ses revenus auprès de ses membres.

Plus de dons que de cotisations

En moyenne, l'ensemble des contributions externes ont représenté 71% du financement des partis nationaux en 2006, contre 57% en 1996. Cette évolution est

particulièrement frappante au sein du PS et de l'UDC où la quote-part des revenus internes s'est réduite de moitié dans la même décennie.

Dans le détail, il apparaît pour la première fois que le budget du PS repose davantage, au niveau national, sur des donateurs externes que sur ses propres membres. Pour Mathieu Gunzinger, auteur de l'étude, «ce phénomène constitue un changement profond de paradigme par rapport à 1996».

A l'époque, le parti à la rose ne tirait aucun revenu de sponsors privés. En 2006, ceux-ci ont représenté 42% de ses recettes. Compte tenu des financements publics (15%) et des autres contributions (5%), son financement externe a atteint 62%, contre 27% dix ans plus tôt.

L'UDC a pour sa part vu la part de son financement externe passer de 30% en 1996 à 75% en 2006. Cette même année, le PDC a aussi assuré les trois quarts de son financement par des ressources externes (+5 points sur 1996). Le PRD est resté le champion toutes catégories avec une quote-part externe de 94% (-1 point).

Des budgets opaques

En chiffres absolus, le PS s'affiche comme étant le parti qui, en

2006, a disposé des plus importantes ressources, soit 8,4 millions de francs. Il est suivi, pour cette même année pré-électorale, par le PRD (3 millions), le PDC (2,4 millions), l'UDC (2 millions) et les Verts (637 000 francs).

Toutefois, ces chiffres peuvent être trompeurs, met en garde Mathieu Gunzinger. Tout d'abord, les partis n'utilisent pas les mêmes méthodes comptables. Celles utilisées par le PS gonflent par exemple son budget d'environ 50%.

Ensuite, les comptes de certaines formations sont entourés d'une certaine opacité. Un volume «conséquent» de leurs dépenses ne transite plus par les caisses du parti mais directement par les membres ou par des tiers.

Ainsi, selon M. Gunzinger, le budget total des partis nationaux pour l'année électorale 2007 reste, à 20 millions de francs, très en deçà du coût de la campagne tel qu'estimé par l'institut Media Focus. Ce dernier avait avancé le chiffre de 65 millions pour les seules dépenses



ses publicitaires, dont 26,4 millions pour l'UDC.

Risque de déconnexion

Par rapport aux partis nationaux, les sections cantonales ont vu leurs moyens augmenter plus modestement. En 2006, elles ont encaissé 22,4 millions de francs, soit en moyenne 17,8% de plus que 10 ans auparavant. A la différence des partis nationaux, elles se sont financées essentiellement (74%) à l'interne.

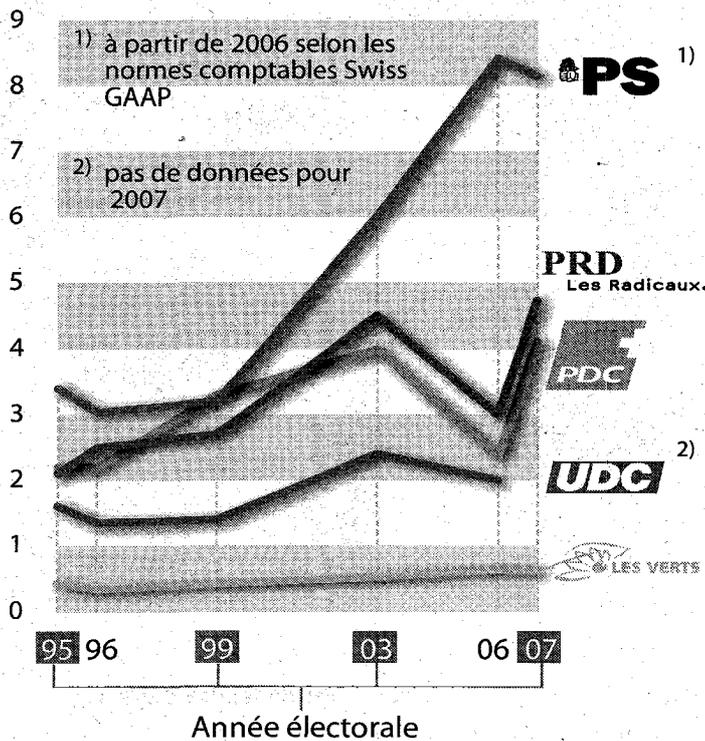
Ces modes de financement différents inquiètent le chercheur, qui y voit un risque de déconnexion entre les deux échelons. «Les partis nationaux sont à présent en situation de s'affranchir de leurs relais cantonaux, car ils n'ont plus besoin de recourir aux cotisations des membres pour financer leurs activités».

Cette nouvelle constellation pourrait amener l'organisation nationale d'un parti à défendre des intérêts différents de ceux de ses sections cantonales. Pour M.Günzinger, «cela aurait un effet dommageable sur la lisibilité de sa ligne politique et pourrait contribuer à désorienter ses électeurs». (ats)

• L'étude est disponible sur le site www.badac.ch.

Les budgets explosent

Budgets des partis nationaux en millions de francs



Source: idheap

ATS-KEYSTONE